

Canada la direction du réseau de la Culture et des Communications, où notre expertise pourra être mise à profit. Certains projets sont déjà en bonne voie de réalisation, comme par exemple l'extension à l'Amérique du Nord du réseau de télévision international en langue française, TV-5, qui doit entrer en ondes à l'automne. Imaginez le rôle que pourrait y jouer la chaîne française de TVO et les bénéfices qu'elle pourrait en tirer.

Le Québec, pour sa part, animera le réseau de l'Energie. La contribution fédérale y est aussi importante; j'ai récemment annoncé, par exemple, la conclusion d'un accord avec l'École des hautes études commerciales pour la formation de gestionnaires de l'industrie pétrolière de pays du tiers-monde, un projet qu'avaient mis de l'avant les participants au Sommet de Paris. Nous assumons aussi plusieurs initiatives proposées dans les trois autres réseaux d'action, soit l'agriculture, l'information scientifique et technique, et les industries de la langue.

Comme vous le voyez, la participation au Sommet de la francophonie peut amener une application internationale des compétences canadiennes qui ne peut qu'être bénéfique à notre économie.

Il ne faut pas pour autant voir notre participation à la francophonie internationale comme une opération commerciale, un moyen d'accaparer subrepticement des marchés étrangers. N'oublions pas, en effet, que la majorité des pays participant au Sommet de la francophonie sont des pays en voie de développement. Comme ministre responsable de